



Quatorzième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 29 de l'ordre du jour

SITUATION ET OPERATIONS DU FONDS SPECIAL

Projet de rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : Mme Nanny WRIGHT (Danemark)

[Note liminaire : En distribuant son projet de rapport, le Rapporteur prie les délégations qui désireraient proposer des modifications à ce projet de bien vouloir les soumettre soit à elle-même, soit au secrétaire de la Commission au plus tard le jeudi 22 octobre 1959 à midi.

Etant donné que les comptes rendus analytiques des débats de la Commission sont à la disposition des représentants aux séances plénières, le Rapporteur n'a pas entrepris de résumer ces débats. Cette méthode est conforme à la procédure généralement admise et à la pratique suivie dans le passé par la Deuxième Commission.]

1. A sa 803ème séance plénière, le 22 septembre 1959, l'Assemblée générale a renvoyé à la Deuxième Commission le point 29 de son ordre du jour, intitulé "Situation et opérations du Fonds spécial".
2. La Deuxième Commission a étudié ce point au cours de neuf séances (A/C.2/SR.583 à 591) tenues entre le 5 et le 13 octobre 1959. Les cinq premières séances ont été consacrées à une discussion générale à laquelle 51 délégations ont participé. Le Directeur général du Fonds spécial a fait une déclaration liminaire (A/C.2/SR.583).
3. La Commission était saisie du rapport du Conseil économique et social (A/4143)^{1/}, chapitre III, section XIII, du premier rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (A/4217) et du projet de budget d'administration du Fonds spécial pour 1959 (A/4217/Add.1).

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Supplément No 3.

4. A la 587ème séance, le Brésil, le Canada, Ceylan, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Libye, le Pakistan, les Pays-Bas, la République arabe unie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Turquie et la Yougoslavie ont présenté un projet de résolution (A/C.2/L.408 et Add.1) aux termes duquel l'Assemblée générale, dans le préambule, 1) rappelait ses résolutions 1219 (XII) et 1240 (XIII), 2) considérait que le Fonds spécial avait un rôle important à jouer dans le développement économique et social des pays peu développés, 3) estimait que le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial fonctionneraient de façon plus efficace lorsque les ressources sur lesquelles ils pourront compter atteindront le niveau envisagé dans la résolution 1219 II (XII) de l'Assemblée générale et 4) indiquait qu'elle savait que le Fonds spécial ne disposait pas de ressources suffisantes pour contribuer au financement de tous les projets judicieusement conçus qui sont présentés par les pays peu développés. Dans le dispositif, l'Assemblée générale 1) prenait acte avec satisfaction du premier rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial transmis à l'Assemblée générale par le Conseil économique et social; 2) félicitait le Directeur général de l'heureux début des opérations du Fonds spécial; 3) prenait note de l'augmentation du montant total des contributions annoncées le 8 octobre 1959 à la Conférence pour les annonces de contributions; 4) exprimait l'espoir que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées verseraient au Fonds spécial des contributions qui lui permettront de disposer rapidement de ressources suffisantes pour entreprendre et exécuter de façon suivie les tâches qui lui ont été confiées par les résolutions 1219 (XII) et 1240 (XIII) en vertu desquelles il a été créé.

5. A la 588ème séance, la Bulgarie et la République socialiste soviétique de Biélorussie ont proposé (A/C.2/L.409) d'apporter au projet de résolution commun les amendements que voici :

- i) Paragraphe 2 du dispositif : après le mot "Félicite", ajouter : "le Conseil d'administration et".
- ii) Entre les paragraphes 3 et 4 du dispositif, insérer un nouveau paragraphe ainsi conçu : "Invite le Directeur général à prendre dès le début des opérations du Fonds les mesures nécessaires pour utiliser intégralement et rationnellement toutes les sommes mises à la disposition du Fonds spécial";

/...

- iii) Paragraphe 4 du dispositif (renuméroté 5 en raison de l'amendement précédent) : remplacer les mots "les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées" par les mots "tous les Etats qui désirent participer au Fonds spécial".

6. Au cours des débats de la 588ème séance, diverses propositions et suggestions ont été faites verbalement; le représentant d'Haïti a notamment proposé de remplacer, dans les deuxième et quatrième alinéas du préambule, les mots "pays peu développés" par les mots "pays sous-développés et peu développés" et, dans le quatrième alinéa du préambule, les mots "judicieusement conçus" par le mot "utiles". D'autre part, le représentant du Portugal a proposé que la résolution indique explicitement que les contributions au Fonds spécial sont volontaires (à ce propos, voir le texte reproduit au paragraphe 13 ci-après).

7. Les auteurs du projet de résolution ont accepté certaines des propositions et suggestions faites à la 588ème séance et, à la séance suivante, ils ont indiqué qu'ils consentaient aux amendements suivants :

- i) Dans les deuxième et quatrième alinéas du préambule, remplacer "peu développés" par "sous-développés";
- ii) Dans le quatrième alinéa du préambule, remplacer les mots "judicieusement conçus qui sont présentés par les pays sous-développés" par les mots "déjà présentés";
- iii) A la fin du paragraphe 1 du dispositif, ajouter les mots : "et félicite le Conseil d'administration du travail accompli au cours de sa première année d'existence";
- iv) Remanier comme suit le début du paragraphe 4 du dispositif : "Exprime l'espoir que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique contribueront...".

8. A la 589ème séance, les représentants de la Bulgarie et de la République socialiste soviétique de Biélorussie ont accepté le troisième amendement des coauteurs au lieu de leur premier amendement figurant dans le document A/C.2/L.409; ils ont maintenu leur troisième amendement; quant à leur deuxième amendement, ils ont proposé de remanier comme suit le texte du nouveau paragraphe : "Exprime sa conviction que le Directeur général prendra, dès le début des opérations du Fonds, les mesures nécessaires pour utiliser au maximum toutes les ressources mises à la disposition du Fonds spécial".

/...

9. A la même séance, la Grèce a présenté verbalement les amendements suivants qui ont été acceptés par les coauteurs :

- i) Deuxième alinéa du préambule : ajouter les mots "et urgent" entre les mots "important" et "à jouer";
- ii) Quatrième alinéa du préambule : ajouter le mot "actuellement" après les mots "Sachant que le Fonds spécial ne dispose pas";
- iii) Paragraphe 4 du dispositif : remanier le début comme suit : "Fait appel aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour qu'ils contribuent au Fonds spécial de manière telle que celui-ci dispose rapidement...".

10. Un texte révisé du projet de résolution reprenant tous les amendements acceptés jusqu'alors par les auteurs a été publié sous la cote A/C.2/L.408/Rev.1.

11. A la 590ème séance, les représentants de la Bulgarie et de la République socialiste soviétique de Biélorussie ont apporté à leur deuxième amendement (voir paragraphe 8 ci-dessus) un nouveau remaniement ayant pour effet de donner au texte du nouveau paragraphe la teneur suivante : "Exprime sa conviction que le Directeur général, dès le début des opérations du Fonds et conformément aux dispositions de la résolution 1240 (XIII), prendra les mesures nécessaires pour utiliser intégralement toutes les ressources mises à la disposition du Fonds spécial".

12. En ce qui concerne ce dernier texte, le représentant de l'Inde a suggéré, et les auteurs ont accepté, que les mots "prendra les mesures nécessaires pour utiliser intégralement toutes les ressources" soient remplacés par les mots "s'efforcera d'utiliser au maximum les ressources".

13. A la 591ème séance, le représentant de l'Afghanistan a proposé que, dans le texte ainsi remanié du nouveau paragraphe proposé, les mots "conformément aux dispositions de la résolution 1240 (XIII)" soient remplacés par les mots "conformément à toutes les dispositions de la résolution 1240 (XIII) relatives aux contributions volontaires et à l'utilisation des ressources". Les auteurs du projet de résolution ayant accepté cette proposition (qui a été également acceptée par les auteurs de l'amendement), le texte suivant a été incorporé au projet de résolution en tant que paragraphe 4 :

/...

"Exprime sa conviction que le Directeur général, dès le début des opérations du Fonds et conformément à toutes les dispositions de la résolution 1240 (XIII) relatives aux contributions volontaires et à l'utilisation des ressources, s'efforcera d'utiliser au maximum toutes les ressources mises à la disposition du Fonds spécial".

14. La Commission a voté alors sur le projet de résolution révisé (A/C.2/L.408/Rev.1) augmenté du nouveau paragraphe reproduit ci-dessus, ainsi que sur le texte du troisième amendement commun présenté par la Bulgarie et la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/C.2/L.409) et remanié en séance :

- i) Par 35 voix contre 12, avec 27 abstentions, l'amendement a été rejeté;
- ii) Le paragraphe 5 du dispositif (à l'origine, paragraphe 4), mis aux voix séparément sur la demande du représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie, a été adopté par 58 voix contre zéro, avec 12 abstentions;
- iii) L'ensemble du projet de résolution révisé, ainsi modifié, a été adopté à l'unanimité.

15. La Commission recommande donc à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1219 (XII) et 1240 (XIII),

Considérant que le Fonds spécial a un rôle important et urgent à jouer dans le développement économique et social des pays sous-développés,

Estimant que le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial fonctionneront de façon plus efficace lorsque les ressources sur lesquelles ils pourront compter atteindront le niveau envisagé dans la résolution 1219 II (XII) de l'Assemblée générale,

Sachant que le Fonds spécial ne dispose pas actuellement de ressources suffisantes pour contribuer au financement de tous les projets déjà présentés,

1. Prend acte avec satisfaction du premier rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial transmis à l'Assemblée générale par le Conseil économique et social et félicite le Conseil d'administration du travail accompli au cours de sa première année d'existence;

/...

2. Félicite le Directeur général de l'heureux début des opérations du Fonds spécial;

3. Prend note de l'augmentation du montant total des contributions annoncées le 8 octobre 1959 à la Conférence pour les annonces de contributions;

4. Exprime sa conviction que le Directeur général, dès le début des opérations du Fonds et conformément à toutes les dispositions de la résolution 1240 (XIII) relatives aux contributions volontaires et à l'utilisation des ressources, s'efforcera d'utiliser au maximum toutes les ressources mises à la disposition du Fonds spécial;

5. Fait appel aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour qu'ils contribuent au Fonds spécial de manière telle que celui-ci dispose rapidement de ressources suffisantes pour entreprendre et exécuter de façon suivie les tâches qui lui ont été confiées par les résolutions 1219 (XII) et 1240 (XIII) en vertu desquelles il a été créé.
